

RÉSUMÉ OFFICIEL

La situation des enfants dans le monde 2002

PRENDRE L'INITIATIVE



Pour passer une commande

Pour commander la version intégrale de *La situation des enfants dans le monde 2002*, veuillez prendre contact par téléphone, télécopie ou courriel avec les Publications des Nations Unies à l'adresse appropriée ci-dessous. Pour de plus amples renseignements, vous pouvez consulter notre site sur Internet à : <http://www.un.org/publications>.

La situation des enfants dans le monde 2002

ISBN: 92-806-3668-5

N° de vente : F.02.XX.1

104 pages

12,95 dollars E.-U.

Prépaiement obligatoire

Cartes de crédit acceptées : Visa, Mastercard, American Express, JCB.

Prière de faire les chèques et les mandats à l'ordre de : « United Nations Publications »

Frais de traitement et d'expédition aux Etats-Unis : ajouter 5 % (minimum 5 dollars E.-U.)

Pour le reste du monde : ajouter 5 dollars E.-U. par ouvrage, plus 5 dollars E.-U. pour frais de traitement par commande.

Pour les commandes provenant d'Amérique du Nord, d'Asie et de la région du Pacifique, d'Amérique latine et des Caraïbes, veuillez vous adresser à :

United Nations Publications
2 UN Plaza, Room DC2-853
New York, NY 10017
Etats-Unis d'Amérique
Tél. : (212) 963-8302
Télécopie : (212) 963-3489
Numéro gratuit aux Etats-Unis et
au Canada : 1-800-253-9646
Courriel : publications@un.org

Pour les commandes provenant d'Europe, d'Afrique et du Moyen-Orient, veuillez vous adresser à :

Publications des Nations Unies
Bureau des ventes et librairie
CH-1211, Genève 10, Suisse
Tél. : 41 (22) 917-2613/4
Télécopie : 41 (22) 917-0027
Courriel : unpubli@unog.ch



Fonds des Nations Unies pour l'enfance

Siège de l'UNICEF

UNICEF House, 3 UN Plaza
New York, NY 10017
Etats-Unis d'Amérique

Bureau régional de l'UNICEF pour l'Europe

Palais des Nations
CH-1211 Genève 10, Suisse

Bureau régional de l'UNICEF pour l'Europe centrale et orientale, la Communauté d'Etats indépendants et les Etats baltes

Palais des Nations
CH-1211 Genève 10, Suisse

Bureau régional de l'UNICEF pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe

P.O. Box 44145
Nairobi, Kenya

Bureau régional de l'UNICEF pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale

B.P. 443
Abidjan 04, Côte d'Ivoire

Bureau régional de l'UNICEF pour les Amériques et les Caraïbes

Clayton, Ciudad del Saber
Edificio 131, Panama City, Panama

Bureau régional de l'UNICEF pour l'Asie orientale et le Pacifique

P.O. Box 2-154
Bangkok 10200, Thaïlande

Bureau régional de l'UNICEF pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord

P.O. Box 1551
121821 Amman, Jordanie

Bureau régional de l'UNICEF pour l'Asie du Sud

P.O. Box 5815
Lekhnath Marg
Katmandou, Népal

La situation des enfants dans le monde 2002

PRENDRE L'INITIATIVE

I Promesses non tenues

C'était en septembre 1990, une époque marquée par un optimisme inhabituel dans le monde. La guerre froide était terminée et l'on s'attendait un peu partout à ce que l'argent que l'on dépensait jusqu'alors en armements puisse être désormais consacré au développement humain sous la forme d'un « dividende de la paix ». Un nombre sans précédent de présidents et autres chefs d'Etat s'étaient réunis à New York à l'occasion du Sommet mondial pour les enfants, alors que la communauté internationale envisageait la façon de garantir une vie meilleure à tous les enfants.

Le Sommet mondial symbolisait les espoirs du monde pour les enfants. Les dirigeants ont promis de ratifier la Convention relative aux droits de l'enfant, que l'Assemblée générale des Nations Unies avait approuvée à l'unanimité l'année précédente. Ils se sont engagés à atteindre avant l'an 2000 des objectifs ambitieux : réduction de la mortalité infantile, progrès de la vaccination, éducation de base, pour ne citer que quelques-unes des nombreuses mesures prévues. La Déclaration, à laquelle les dirigeants de la communauté internationale ont apposé leur signature, était courageuse et sans ambiguïté : « Le bien-être des enfants appelle la prise de mesures politiques au plus haut niveau. » Pour la première fois peut-être dans l'histoire, la cause des enfants se trouvait placée au premier rang des préoccupations mondiales.

Le rapport sur *La situation des enfants dans le monde 2002* est axé sur les initiatives que chacun doit prendre, les initiatives qui ont permis de transformer les engagements pris au Sommet de 1990 en mesures concrètes qui ont amélioré la vie des enfants et des familles, et les initiatives qu'il faut encore prendre pour assurer à chaque enfant le droit de vivre en paix, dans la santé et la dignité. En présentant des modèles d'initiatives prises

par de simples particuliers, des institutions, des organisations ou des alliances, ce rapport met en lumière la campagne « Dites oui pour les enfants » et la Session extraordinaire des Nations Unies consacrée aux enfants.

Ce qu'il reste à faire

L'UNICEF est déterminé à attirer l'attention de la communauté internationale sur tout ce qui reste à faire, sur tous ces enfants qui n'ont pas encore été secourus. Chaque enfant a un nom et une histoire; chacun a droit à la santé, à l'instruction et à la protection, le droit de réaliser tout son potentiel et celui d'aider à déterminer le destin du monde où il vit. Ces droits ont été violés bien trop souvent.

Prendre l'initiative

Les gouvernements et les institutions internationales doivent assumer leurs responsabilités en ce qui concerne les initiatives qu'ils prennent pour placer la question des droits et du bien-être des enfants au premier rang des préoccupations. Et ceux qui ne le font pas devront rendre des comptes.

Le développement durable d'un pays et la paix et la sécurité dans le monde ne sont possibles que si les droits et le bien-être des enfants sont garantis. Le rôle des dirigeants consiste intrinsèquement à s'acquitter pleinement, systématiquement et à n'importe quel prix de cette responsabilité. Celle-ci incombe essentiellement aux chefs d'Etat ou de gouvernement, mais l'engagement et l'action sont nécessaires à tous les niveaux : responsables et entrepreneurs locaux, artistes et scientifiques, chefs religieux et journalistes, sans oublier les enfants et les adolescents eux-mêmes.

Affronter le VIH/SIDA : un défi à tous les niveaux

Le VIH/SIDA est en train d'anéantir les efforts déployés par tous les pays du monde pour donner la priorité au développement humain et aux droits des femmes et des enfants. Dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes, par exemple, on a calculé que 210 000 adultes et enfants ont contracté le virus en 2000, ce qui a porté à 1,8 million le nombre total de personnes infectées par le VIH. Haïti est le pays de la région le plus touché : on estime que 74 000 enfants sont devenus orphelins à cause du SIDA. Mais c'est en Afrique australe et orientale que l'épidémie fait les ravages les plus catastrophiques. Après des décennies d'amélioration régulière, les chiffres de l'espérance de vie s'y effondrent.

Dans un rapport présenté à la Session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée au VIH/SIDA, le Secrétaire général a dit de l'épidémie qu'elle était « une crise de gouvernance et une insuffisance de direction ». Et il a ajouté que « l'esprit d'initiative – tant à l'échelle mondiale qu'au niveau local – est la meilleure arme contre l'épidémie ». Le Secrétaire général a lancé en avril 2001 une intense campagne aux niveaux les plus élevés de la coopération internationale, et proposé de créer un Fonds mondial pour la santé et la lutte contre le SIDA, doté de plusieurs milliards de dollars qui seraient versés par les gouvernements des pays donateurs et des pays en développement, ainsi que par le secteur privé.

L'esprit d'initiative des gouvernements

Certains pays ont fait preuve d'un grand sens politique en reconnaissant l'importance cruciale que revêtait l'adoption d'une politique spécifique et en considérant qu'il fallait remuer ciel et terre pour la faire aboutir. On en a un exemple avec la décision prise par le Malawi en 1994 de rendre l'instruction primaire gratuite et universelle. Cette initiative s'est avérée extraordinairement populaire et a fait monter en flèche les statistiques de la fréquentation scolaire, qui sont passées de 1,9 million d'enfants à 2,9 millions. Le système scolaire a encore du mal à accueillir tous les écoliers en puissance – mais le principe de la gratuité reste en vigueur.

Le Cambodge, la Chine et la République démocratique populaire lao ont joué un rôle particulièrement exemplaire en matière de vaccination. Grâce à de multiples Journées nationales de la vaccination et en s'appuyant sur les engagements pris par les pouvoirs

publics, la Chine et la RDP lao ont toutes deux atteint l'objectif de l'éradication de la poliomyélite à la fin de 2000. Le Cambodge a lui aussi éradiqué cette maladie, et en trois ans seulement en dépit de redoutables obstacles. En 2000, le pays a signalé qu'il était fermement résolu à étendre les bienfaits de la vaccination aux populations vivant dans des régions reculées et mal desservies, en en faisant profiter un plus grand nombre de personnes – 65 % – que jamais auparavant. En Thaïlande, la vaccination est pratiquement universelle : le Gouvernement finance directement le programme de vaccination et a déclaré qu'il est en mesure de garantir qu'aucun enfant de moins de cinq ans ne mourra d'une maladie que la vaccination permet d'éviter. L'objectif de l'éradication de la poliomyélite a également été atteint par les Nations insulaires du Pacifique, qui sont en bonne position pour éliminer la rougeole et le tétanos néonatal – sept pays de la région sont parvenus à une couverture vaccinale de 90 % et réussissent à la maintenir.

Les initiatives du secteur privé

Le secteur public n'est pas le seul, tant s'en faut, à faire preuve d'esprit d'initiative. Il est crucial que les entreprises privées, et celles de l'industrie pharmaceutique en particulier, montrent l'exemple dans la lutte mondiale contre le VIH/SIDA, et nombreuses sont celles qui se sont mobilisées suite à d'intenses pressions internationales.

La société Coca-Cola vient d'annoncer qu'elle allait utiliser son immense réseau de distribution – qui lui permet de livrer ses boissons non alcoolisées dans pratiquement tous les recoins du continent africain – pour aider à approvisionner les dispensaires même les plus difficiles d'accès en préservatifs, trousse de dépistage et documentation. Coca-Cola est l'une des nombreuses sociétés affiliées au Conseil mondial des entreprises sur le VIH/SIDA, qui s'emploie à mobiliser le secteur privé. Ce Conseil, présidé par William Roedy, président de MTV Networks International, compte notamment pour membres, AOL Time Warner, DaimlerChrysler, MAC Cosmetics et Unilever.

Certaines sociétés privées ont montré une aptitude à prendre des initiatives d'un type différent en trouvant le moyen de permettre au commerce de pointe de répondre aux besoins des plus pauvres. Le géant finlandais du téléphone mobile Nokia, a pris des initiatives sociales axées sur les enfants dans de nombreux pays. La vente de téléphones mobiles a également profité aux enfants palestiniens : la société égyptienne MobiNil a fait don de 140 000 dollars de ses recettes aux programmes que l'UNICEF gère en Cisjordanie et à Gaza. Au Bangladesh,



UNICEF/97-1600/Prozzi

GrameenPhone fait don à l'UNICEF de 2 dollars par téléphone mobile vendu.

L'esprit d'initiative des particuliers

Les particuliers qui mettent leur nom et la célébrité dont ils jouissent auprès du public au service du bien collectif peuvent exercer une immense influence. Un exemple classique en a été donné en octobre 1999 lorsque 23 des intellectuels de premier plan que comptent l'Amérique latine et les Caraïbes, parmi lesquels les écrivains Carlos Fuentes, Gabriel García Márquez, Elena Poniatowska and Ernesto Sábato, ont publié un manifeste émouvant et d'une grande franchise dans lequel ils mettaient en demeure les gouvernements et les particuliers de toute la région d'oublier leurs divergences pour élaborer un « pacte social » en faveur de ses 192 millions d'enfants et d'adolescents.

Sur le plan international, Nelson Mandela, l'ancien Président de l'Afrique du Sud et Graça Machel, ancienne Ministre de l'éducation du Mozambique et spécialiste de la question des enfants pris dans les conflits armés, se sont voués à la cause des enfants. De concert avec l'UNICEF et d'autres organismes spécialisés dans ces questions, ils s'emploient à obtenir des dirigeants du monde qu'ils s'engagent à faire tout ce qu'il faudra pour offrir aux enfants un monde digne d'eux.

« L'avenir de nos enfants dépend de la capacité d'initiative et des choix que les dirigeants font, ont-ils déclaré. Nous invitons tous ceux que nous avons déjà invités à se joindre à nous dans un nouveau partenariat mondial qui appelle ce changement de ses vœux. Nous invitons ceux que nous n'avons jamais rencontrés à s'associer à nous au sein du mouvement mondial en faveur des enfants. »

II

« Changer le monde avec les enfants »

La Convention relative aux droits de l'enfant, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies en 1989 et entrée en vigueur un an plus tard, a profondément modifié l'engagement de la communauté internationale envers les enfants. A l'instar de la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948, la Convention exposait des idées essentielles sur la représentation que l'humanité se faisait d'elle-même et constituait pour toutes les générations futures un tournant et un point d'ancrage comme il n'y en avait jamais eu auparavant. La Convention exprimait une vision cohérente des droits des enfants et de la façon dont la société doit les respecter, en se présentant comme un document juridique qui invitait les gouvernements à accepter ses clauses, puis à rendre des comptes à leur sujet.

Dans l'optique de la Convention, l'enfant devient un membre actif de la famille, de la communauté et de la société. La participation des enfants change la façon de raisonner et modifie la conception des projets et des programmes. Pourtant, on a rarement cherché jusqu'à présent à solliciter systématiquement l'opinion des enfants et des adolescents. Aussi, soucieux de connaître leurs vues d'une manière plus systématique, l'UNICEF s'est lancé dans l'organisation d'une série de sondages d'opinion régionaux auprès des jeunes, l'objectif à long terme étant de créer une base de données qui aidera l'Organisation à évaluer dans quelle mesure les droits des enfants sont respectés.

Les gouvernements doivent aussi trouver le moyen de prendre plus sérieusement en considération les vues des



UNICEF/00-0438/Balaguer

enfants – et en particulier des adolescents. La multiplication des parlements des jeunes, par exemple, est un fait nouveau important. Certaines des démocraties en formation d'Europe orientale et de la Communauté d'Etats indépendants – en particulier l'Albanie, l'Azerbaïdjan, la Géorgie et la République de Moldova – font œuvre de pionnières à cet égard. En Afrique également, les parlements des enfants font leur chemin : on a en créé sous une forme ou sous une autre dans presque tous les pays du continent.

Le Mouvement mondial en faveur des enfants

Six organisations de premier plan qui travaillent avec les enfants – Comité du Bangladesh pour le progrès rural, Netaid.org Foundation, PLAN International, Save the Children, UNICEF et World Vision – se sont engagées ensemble à lancer un Mouvement mondial en faveur des enfants. Ce mouvement universel vise à réunir tous ceux qui sont convaincus que les droits des enfants doivent être notre priorité absolue, que nous soyons parents, ministres, chefs d'entreprise dotés du sens des responsabilités, enseignants ou encore spécialistes de la protection de l'enfant. C'est un mouvement qui monte en puissance et acquiert une force morale que les hommes politiques ne pourront ignorer qu'à leurs risques et périls. Dans tous ses aspects – y compris le fait que les enfants sont des partenaires nécessaires et à part entière – le Mouvement mondial consiste à prendre l'initiative pour les enfants.

Le Mouvement mondial en faveur des enfants aura mobilisé, grâce à une campagne massive dirigée vers les simples citoyens des villages et des villes du monde entier, l'appui de la communauté internationale en faveur d'un programme en 10 points qui vise à « changer le monde avec les enfants ». Jeunes et vieux sont invités à « Dire oui pour les enfants », tout comme tous ceux qui consultent le site www.gmfc.org sur Internet et offrent



leur participation. Le site du Mouvement mondial sur Internet a été créé et géré par Netaid.org – qui est elle-même une co-entreprise publique et privée associant le Programme des Nations Unies pour le développement et la société Cisco Systems, le type même d'association dont le Mouvement mondial encourage la création – et un autre partenaire fondateur du Mouvement mondial en faveur des enfants pour les enfants, World Vision, consent un effort particulier à sa promotion.

Les lancements nationaux de la campagne « Dites oui pour les enfants », effectués dès mars 2001 partout dans le monde, ont été spectaculaires tant par leur diversité que par la renommée de leurs protagonistes : présidents et premiers ministres, célébrités musicales et sportives, chefs religieux et écrivains ont coopéré avec des milliers d'enfants pour « changer le monde avec les enfants ».

III

Les actions qui peuvent changer le monde

Investir en faveur des enfants, c'est tout simplement le meilleur investissement qu'un gouvernement puisse faire. Aucun pays n'a pu se hisser au niveau d'un développement appréciable et soutenu sans investir de façon substantielle au profit de ses enfants.

Impulsions stratégiques

Les décisions des dirigeants politiques ont des répercussions importantes sur la vie privée des familles, des premières années d'un enfant jusqu'à l'âge scolaire; sur les années d'apprentissage, correspondant environ à l'âge de la scolarité primaire; et sur l'adolescence, période où l'enfant s'efforce d'appréhender toute la complexité du monde.

Le développement du jeune enfant

L'importance primordiale du développement du jeune enfant est beaucoup plus communément acceptée qu'elle ne l'était au moment du Sommet mondial pour les enfants, en 1990. Il ne saurait y avoir de développement humain si la petite enfance ne fait pas l'objet de soins de qualité. Ces soins sont également un droit fondamental. Les dirigeants de tous les pays du monde doivent s'assurer que la naissance de chaque enfant, sans exception, est enregistrée; que tous les enfants peuvent vivre les premières années de leur vie à l'abri de la violence et des mauvais traitements; et qu'ils ont accès à une nutrition suffisante, à l'eau salubre, à des installations d'assainissement adéquates et à des soins de santé de qualité. Et, chose tout aussi importante, les collectivités doivent s'assurer que les besoins des enfants en matière de développement intellectuel et affectif sont satisfaits; que des activités d'éveil et d'apprentissage leur sont proposées de bonne heure et que leurs parents et autres dispensateurs de soins primaires reçoivent des informations et un appui suffisants pour pouvoir offrir un cadre protecteur et enrichissant. Si les gouvernements centraux et les administrations locales se croisent les bras, ils feront une erreur qui leur coûtera cher – et ils manqueront en même temps aux obligations morales et juridiques qu'énonce la Convention relative aux droits de l'enfant.

S'ils sont de bonne qualité, les programmes de développement de la petite enfance englobent tous les objectifs de la survie de l'enfant auxquels l'UNICEF est

traditionnellement associé : santé maternelle, accouchement sans risques, examens médicaux postnatals réguliers, vaccination, encouragement de la croissance par allaitement au sein, alimentation complémentaire et apport de micronutriments, et éducation des parents en matière de nutrition et de santé. Mais ils s'étendent également au développement mental, social, affectif et spirituel des enfants pendant les premières années de la vie, c'est-à-dire tant aux soins physiques et psychosociaux qu'ils reçoivent qu'aux activités d'éveil auxquelles ils prennent plaisir.

L'éducation de base

La nécessité d'investir dans une éducation de base de qualité – en particulier dans celle des filles – a été démontrée de façon convaincante. L'éducation enrichit la vie et ouvre de nouvelles perspectives à tous.

Par ailleurs, les filles qui ont la possibilité d'aller à l'école améliorent généralement non seulement leurs chances, mais aussi celles de leurs enfants et de leur famille à venir – et de l'ensemble de la société. On a démontré que l'instruction des filles réduit la mortalité infantile, améliore la santé et la nutrition des enfants, améliore la santé des femmes et freine l'accroissement démographique, car en général les femmes instruites se marient plus tard et ont moins d'enfants.

Adolescence

Les gouvernements qui ont ratifié la Convention relative aux droits de l'enfant doivent accepter que les adolescents ont des droits inaliénables qui sont manifestement méconnus aujourd'hui. Les adolescents ont le droit de recevoir des informations pertinentes et fiables de multiples sources, parmi lesquelles les parents, les enseignants, les médias et les éducateurs de leur âge. Ils ont le droit, alors qu'ils sont à la recherche de leur identité et de leur indépendance propres, de se voir inculquer les aptitudes à la vie quotidienne – aptitude à la négociation, à la résolution des conflits, à la pensée critique, à la prise de décision, à la communication et aux moyens d'assurer sa subsistance. Le fait de garantir ces droits peut aider non seulement les jeunes, mais l'ensemble de la société.



Responsabilités sans frontières

Les incitations économiques à investir en faveur des enfants ne font défaut dans aucun pays. Chaque Etat ayant ratifié la Convention relative aux droits de l'enfant est tenu de réaliser tous les droits des enfants reconnus par la Convention « dans toute la mesure de ses ressources disponibles » et a accepté l'obligation juridique et morale de partir du principe de l'intérêt supérieur de l'enfant lorsque des décisions économiques difficiles doivent être prises. A tous les niveaux, les ministres des finances et les institutions financières doivent assumer leurs responsabilités en ce qui concerne les modalités d'utilisation des deniers publics pour investir en faveur des enfants.

La Convention ajoute toutefois son propre avenant en stipulant que « le cas échéant », les ressources doivent être recherchées « dans le cadre de la coopération internationale ». Les pays en développement doivent faire tout ce qui est en leur pouvoir mais il n'est que trop clair que la plupart d'entre eux n'atteindront les objectifs fixés pour 2015 et réaffirmés par la communauté internationale au Sommet du Millénaire que moyennant une augmentation importante de l'aide extérieure – et une utilisation massive des ressources procurées par l'allégement de la dette.

L'Initiative en faveur des pays lourdement endettés, qui était au départ très circonscrite et qui a été mise en place avec une lenteur désespérante, commence enfin à produire des effets. Au début de 2000 encore, l'Initiative n'avait permis d'alléger la dette que de quatre pays : la

Bolivie, le Guyana, le Mozambique et l'Ouganda.

Aujourd'hui, sa version « renforcée » a enfin commencé à changer les choses : quelque 22 pays pauvres bénéficient d'allégements divers qui devraient finir par représenter quelque 34 milliards de dollars et aider à ramener le montant de leur dette à un tiers de ce qu'il était au début du processus.

Autre fait nouveau très bien accueilli, les pays du G7 ont annoncé la remise de 100 % de la dette bilatérale qu'avaient contractée à leur égard les pays pouvant prétendre au bénéfice de l'Initiative susmentionnée.

Les pays qui revendiquent un rôle prépondérant dans l'économie mondiale doivent aller au-delà des promesses non tenues du siècle dernier. Ils doivent répondre à l'appel du Directeur général du FMI, Horst Köhler, qui voudrait voir lancer « une campagne de mobilisation du public pour faire adopter par tous les gouvernements et parlements des pays membres de l'OCDE des mesures permettant d'atteindre l'objectif de 0,7 % avant la fin de cette décennie ». Cet appui du public ne devrait pas être pas difficile à obtenir : un sondage réalisé récemment aux Etats-Unis a permis de constater que les personnes interrogées pensaient que leur gouvernement consacrait nettement plus de 20 % du budget fédéral à l'aide extérieure. Quand on leur a demandé ce qu'elles considéraient être un taux approprié d'aide extérieure, la moyenne de leurs réponses était de 14 % du budget.

Un événement des plus encourageants s'est produit à Londres en février 2001. Le Ministre des finances du Royaume-Uni, Gordon Brown, et la Secrétaire chargée

du développement international, Clare Short, avaient organisé une conférence d'une journée sur le thème de l'action internationale contre la pauvreté des enfants. Cela marquait un infléchissement notable de l'axe des préoccupations. Les ministres des finances de presque toutes les régions du monde avaient été invités à cette conférence, de même que les directeurs de la Banque mondiale et du FMI et des délégations des principales organisations de l'ONU et d'ONG. C'était admettre que les objectifs de développement que la communauté internationale s'est engagée à atteindre d'ici à 2015 n'ont une chance de l'être que si toutes les parties collaborent en s'engageant nettement plus à fond qu'elles ne l'ont fait jusqu'à présent – et, tout particulièrement, que si l'on peut compter sur les ministres des finances et les institutions financières internationales, qui contrôlent les ressources.

S'exprimant lors de la même conférence à la faveur d'une liaison par satellite, Nelson Mandela a placé les participants devant leurs responsabilités : « Les enfants devraient être au centre des préoccupations mondiales. Nous devons revoir les stratégies de lutte contre la pauvreté de façon à donner la priorité aux investissements à réaliser pour les enfants ».

La Session extraordinaire consacrée aux enfants

La Session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée aux enfants devait se dérouler à New York en septembre 2001 mais elle a été ajournée suite aux attentats du World Trade Center. Cette session, aboutissement d'années de travail de milliers d'organisations, devrait avoir lieu au début de 2002. Elle aura été précédée, comme le sont toutes les grandes conférences des Nations Unies, par une série de réunions préparatoires au cours desquelles les principales questions ont été analysées et débattues et des principes directeurs et des objectifs, auxquels les gouvernements nationaux seront invités à souscrire, ont été élaborés et révisés après des débats acharnés.

Un éventail très large d'organisations de la société civile travaillant avec les enfants et pour eux ont d'entrée de jeu activement participé au débat. Les représentants des ONG ont eu accès aux préparatifs et ont fourni une contribution importante aux projets de documents. Ces organisations ont constitué une alliance destinée à amener le monde à prendre au sérieux l'idée selon laquelle les enfants ont des droits fondamentaux et qu'ils doivent pouvoir compter en priorité sur notre énergie, notre dévouement et nos ressources.

Au demeurant, il s'agit d'une alliance qui ne vise pas simplement à se faire l'écho des besoins et des préoccupations des enfants, mais entend reposer sur leur participation. C'est ainsi qu'à Jomtien (Thaïlande) a eu lieu en avril une rencontre sans précédent entre des enfants âgés de 11 à 18 ans venus de tous les pays d'Asie orientale. Ils se sont rencontrés pour débattre des problèmes des enfants de la région, exprimer la façon dont ils pensent que les choses devraient évoluer et formuler leurs propres recommandations à l'intention des gouvernements et des ONG qui participeront à la Session extraordinaire. Au cours du même mois, des enfants de 27 pays d'Europe et d'Asie centrale se sont rencontrés à Budapest pour travailler à l'élaboration d'un Programme des jeunes pour l'Europe et l'Asie centrale. Dans la même veine, un Forum régional des jeunes s'est tenu à Amman en novembre 2000, auquel ont participé des enfants du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord : ils ont souligné que les enfants doivent être associés à tous les efforts visant à mettre fin à l'inégalité, à la violence et à l'injustice, lesquelles mettent à mal les droits des enfants et le développement humain. Et en avril 2001, à Katmandou, un groupe appelé The Change Makers, qui représente les enfants des huit pays d'Asie du Sud, a présenté sa conception de l'avenir à des chefs d'entreprise de la région.

Un monde digne des enfants

Lorsqu'elle aura lieu finalement, la Session extraordinaire constituera pour les pays du monde l'occasion de rompre avec une tradition qui fait que l'on laisse des centaines de millions d'enfants se débattre dans la pauvreté. Exploités dans le travail, condamnés à avoir faim tous les jours, ils ne bénéficient d'aucune instruction.

Nous avons beaucoup appris au cours de plusieurs décennies de développement sur la façon dont les promesses peuvent être abandonnées ou esquivées – ce qui aboutit toujours à faire des enfants les principales victimes de la trahison. Nous avons appris que les objectifs doivent être spécifiques, circonscrits dans le temps et mesurables – et que les progrès accomplis dans leur réalisation doivent être suivis et examinés de près.

C'est maintenant au tour de ceux qui détiennent le pouvoir politique et sont investis de la confiance de leurs administrés de favoriser le changement. Cette responsabilité capitale leur incombe et ils doivent saisir les possibilités qui se présenteront. Ceux qui aiment à s'appeler dirigeants doivent donner tout ce qui sera nécessaire – et rien de moins – pour créer un monde digne des enfants.